

Au cours des derniers mois, j'ai visité les Nations Unies ainsi que le siège de l'OTAN à Bruxelles et les trois forums multilatéraux à Genève, Vienne et Stockholm où le Canada participe à des discussions ou des négociations relatives au contrôle des armes et au désarmement. J'en suis venu à la conclusion que les initiatives destinées à amener le monde à se détourner de l'abysse nucléaire et à avancer dans la voie du véritable désarmement sont d'une complexité frustrante et d'une lenteur extrême. La franchise me commande de dire au public canadien que la voie la plus sûre, si le Canada entend contribuer de façon durable à une paix assortie de sécurité, de liberté et de justice, prend la forme d'un engagement à long terme exigeant parfois de reculer d'un pas pour ensuite avancer de deux.

Le Canada travaille sans relâche afin d'influer utilement sur le processus de contrôle des armes et de désarmement. Nos rapports privilégiés avec les États-Unis, nos liens historiques avec l'Europe et la réputation que nous avons dans le Tiers Monde comme intervenant actif, engagé et sincère dans le domaine de l'aide au développement, nous placent dans une position idéale et peut-être unique pour jouer un rôle de médiateur et de conciliateur dans les négociations internationales.

Le Canada est l'un des rares pays, exception faite des superpuissances, qui a accès à presque tous les organismes multilatéraux qui s'occupent de négociations en matière de contrôle des armements et de désarmement: la première Commission et l'Assemblée générale des Nations Unies à New York; l'organisme négociateur des Nations Unies, la Conférence du désarmement à Genève; les Pourparlers sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces à Vienne; la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe. Le Canada participe également à l'éventail de discussions sur le contrôle des armements qui se déroulent au sein de l'OTAN et est membre d'autres organisations importantes comme le Commonwealth et La Francophonie. Cela nous confère à la fois des privilèges et des responsabilités et nous engage à rechercher une sécurité authentique à des niveaux inférieurs d'armement -- aussi bien nucléaire que conventionnel. Le Canada n'est pas seul dans cette recherche; il travaille de concert avec ses alliés de l'OTAN et avec les membres des Nations Unies. Il n'en reste pas moins que nous jouons un rôle de chef de file.

Pour diverses raisons, et notamment parce que l'essentiel de l'arsenal nucléaire appartient aux superpuissances, les négociations sur les systèmes d'armes stratégiques ont plutôt été l'apanage des États-Unis et de l'Union Soviétique. Certes, les questions nucléaires sont